



# Baromètre « Les Français et l'accession à la propriété »

## Vague 9

---

Enquête Ifop pour CAFPI

N° 118412

Contacts Ifop :

Romain Bendavid / Chloé Tegny

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

[prenom.nom@ifop.com](mailto:prenom.nom@ifop.com)

Septembre 2021

# 1 | La méthodologie

## Etude réalisée par l'Ifop pour CAFPI

### Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1507** Français âgés de 25 à 65 ans, représentatif de la population française.

### Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

### Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 21 au 24 septembre 2021.

**Rappel méthodologique de la vague 1** : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2001 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 10 au 16 juin 2015

**Rappel méthodologique de la vague 2** : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2002 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 27 mai au 2 juin 2016.

**Rappel méthodologique de la vague 3** : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2006 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 10 au 16 février 2017.

**Rappel méthodologique de la vague 4** : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1001 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 2 au 5 octobre 2017.

**Rappel méthodologique de la vague 5** : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2011 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 15 au 20 mars 2018.

**Rappel méthodologique de la vague 6** : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 2003 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 19 au 21 septembre 2018.

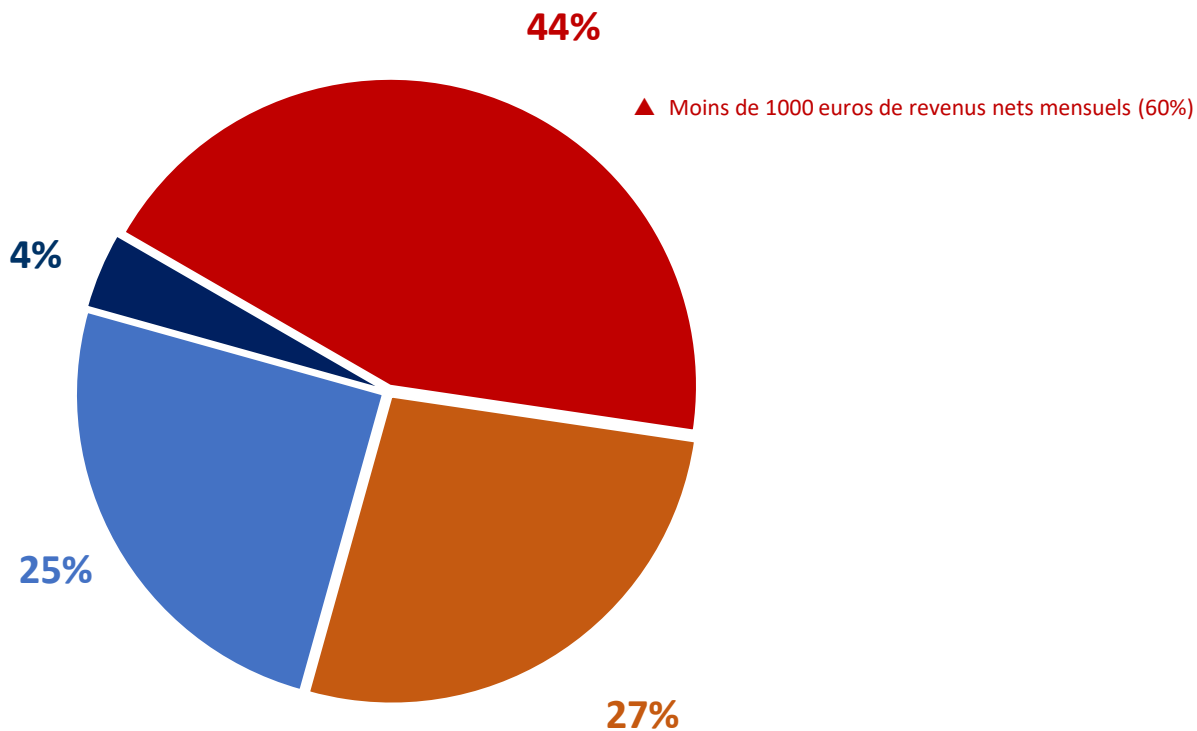
**Rappel méthodologique de la vague 7** : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1506 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 9 au 13 mars 2020.

**Rappel méthodologique de la vague 8** : l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1503 Français, âgés de 25 à 65 ans par questionnaire auto-administré du 9 au 16 mars 2021.

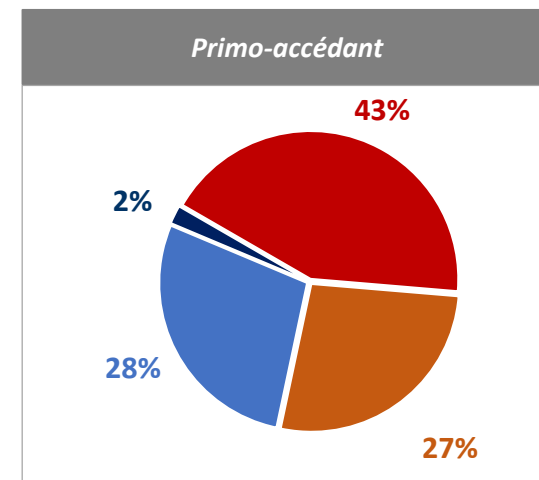
# 2 | Les résultats de l'étude

# A | Le moral des Français

**QUESTION :** En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?

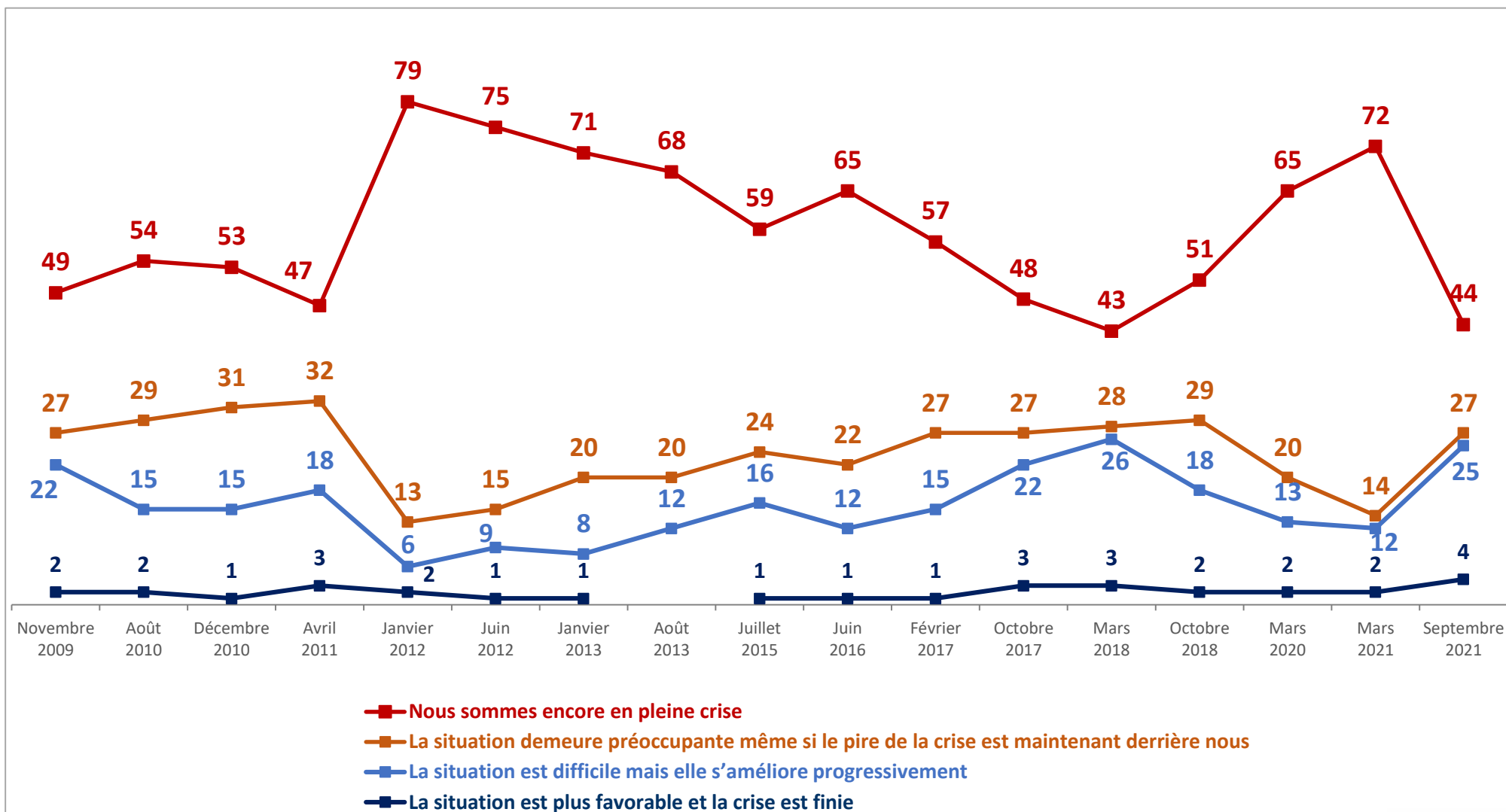


- Nous sommes encore en pleine crise
- La situation demeure préoccupante même si le pire de la crise est maintenant derrière nous
- La situation est difficile mais elle s'améliore progressivement
- La situation est plus favorable et la crise est finie

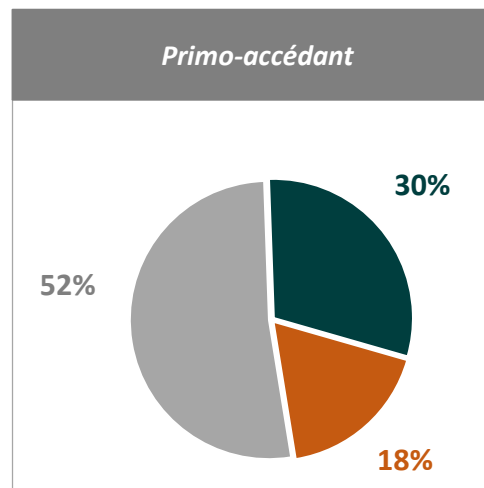
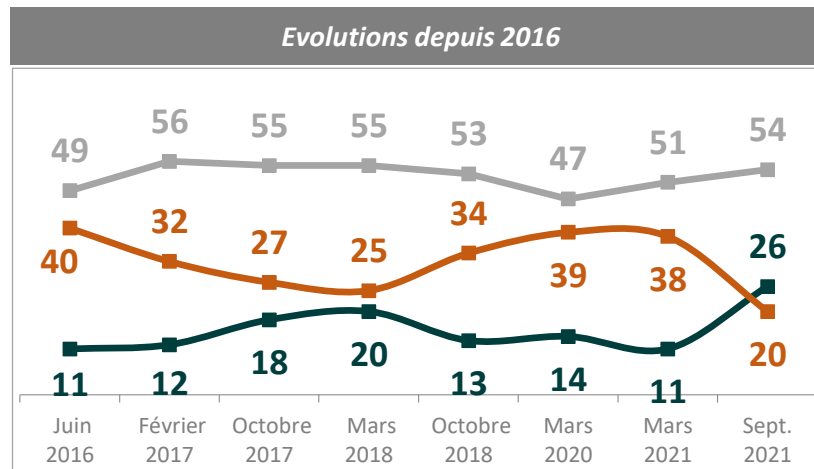
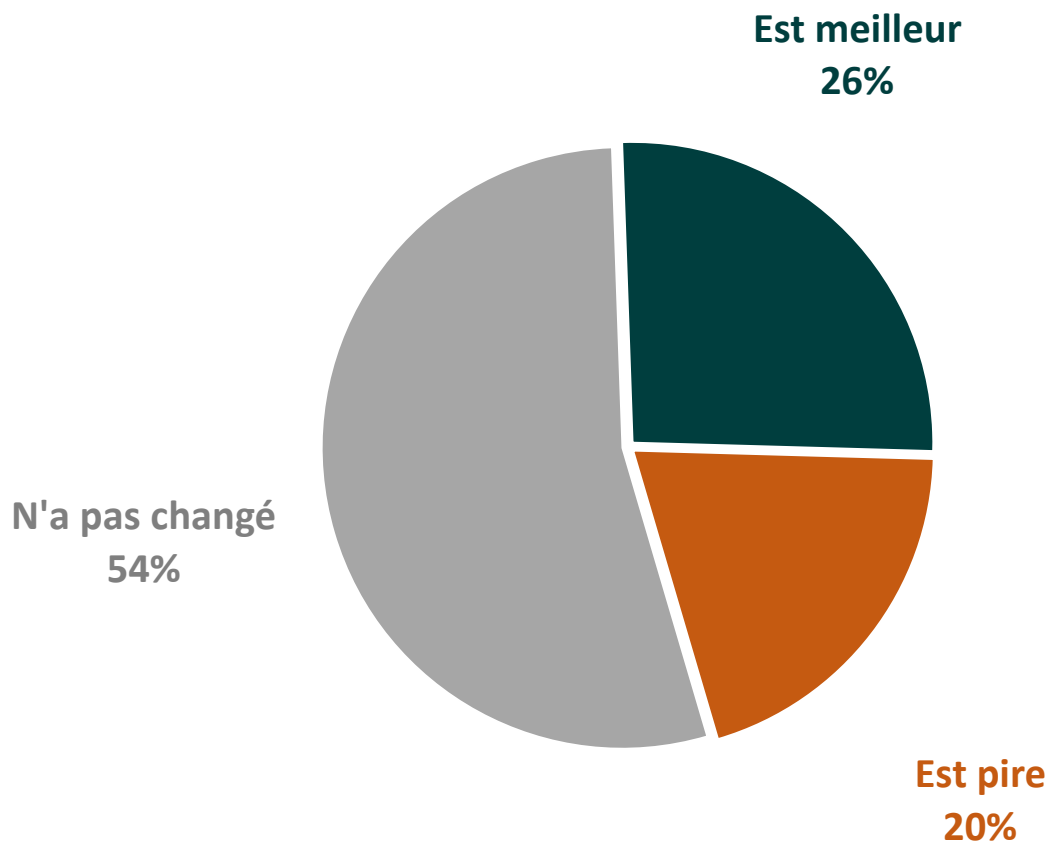


**QUESTION :** En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?

*Avant 2016, enquêtes menées auprès d'échantillons de 18 ans et plus*



**QUESTION :** Par rapport à l'année dernière, diriez-vous que votre état d'esprit général ... ?



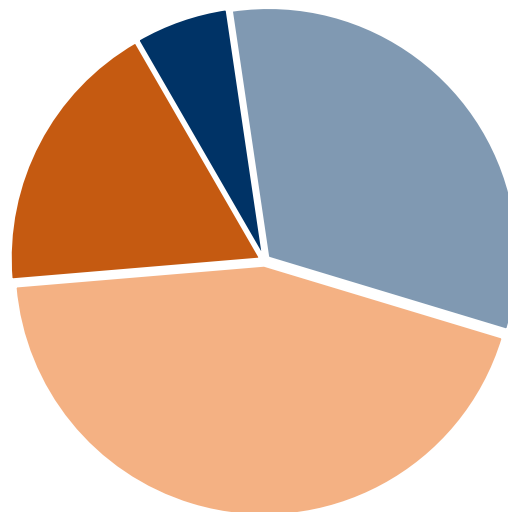


# **B | Le marché de l'immobilier en 2021**

**QUESTION :** Selon vous, est-il aujourd'hui facile de devenir propriétaire ?

Oui, tout à fait  
6%

Non, pas du tout  
18%



Oui, plutôt  
32%

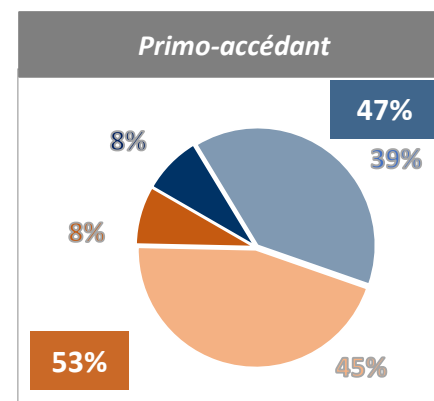
Non, plutôt pas  
44%

**TOTAL Non**  
62%

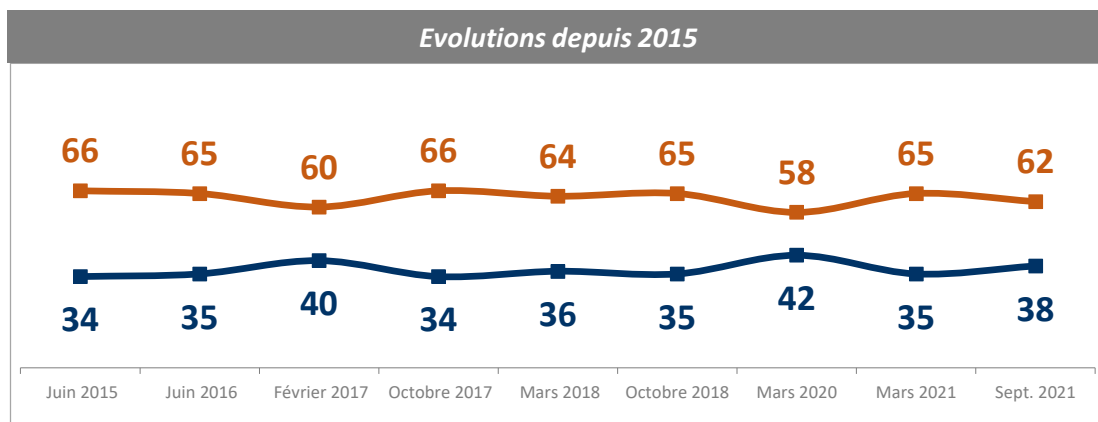
**TOTAL Oui**  
38%

- ▲ Nord Ouest (41%)
- ▲ 4000 euros et plus de revenus nets mensuels (50%)
- ▲ A eu recours aux services d'un courtier (47%)

*Primo-accédant*



*Evolutions depuis 2015*

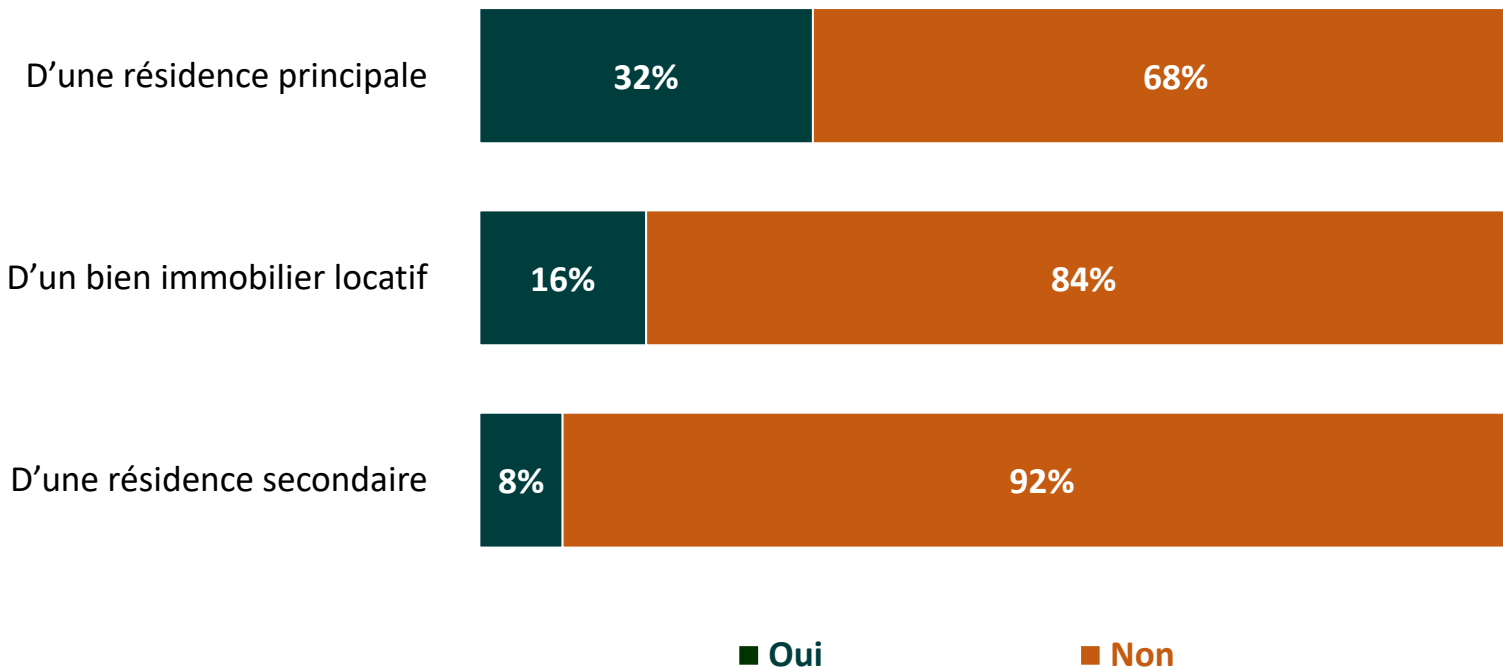


**QUESTION :** Avez-vous l'intention au cours des 5 prochaines années, de devenir propriétaire ... ?

**- Ensemble Septembre 2021 -**

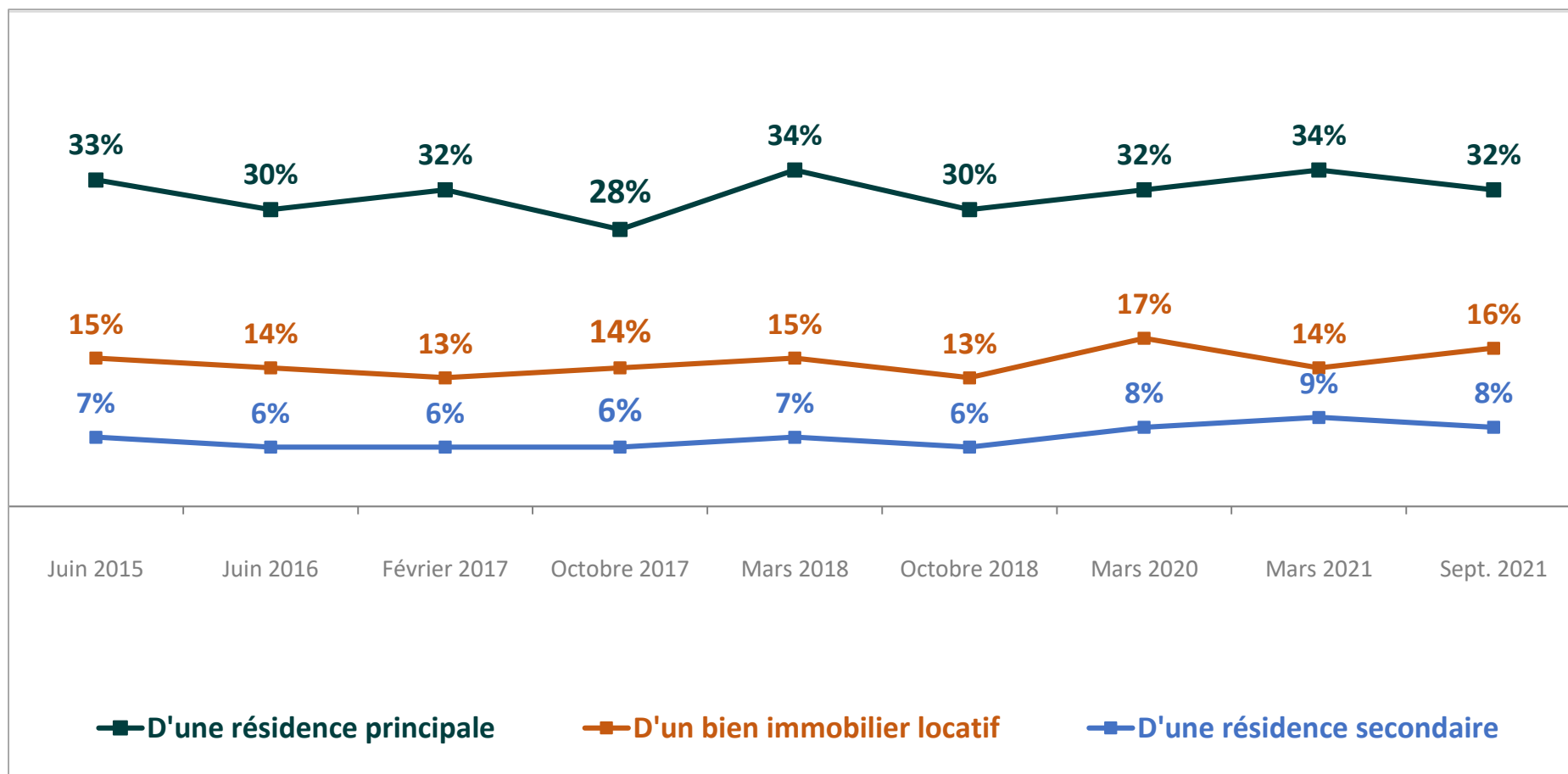
**- Récapitulatif -  
A l'intention de devenir propriétaire  
d'au moins un bien immobilier  
44%  
(rappel mars 2021 : 44%)**

- ▲ 25 à 34 ans (65%)
- ▲ Cadres (53%)
- ▲ Un enfant (54%)
- ▲ 4000 euros et plus de revenus nets mensuels (56%)

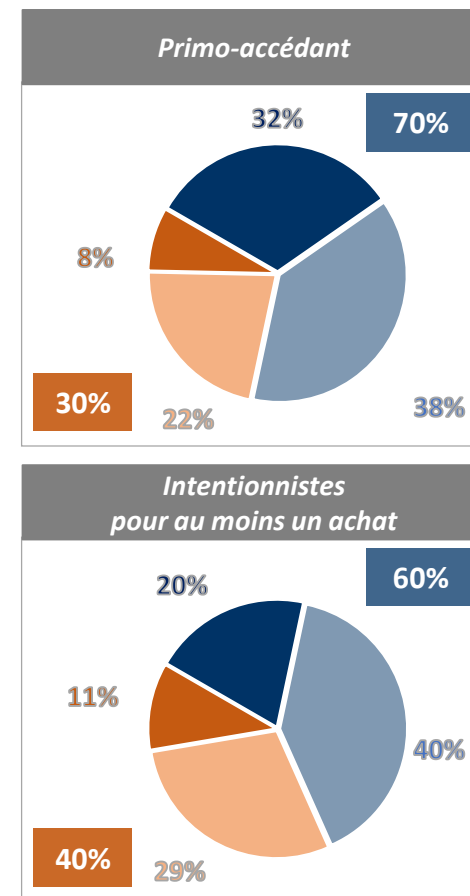
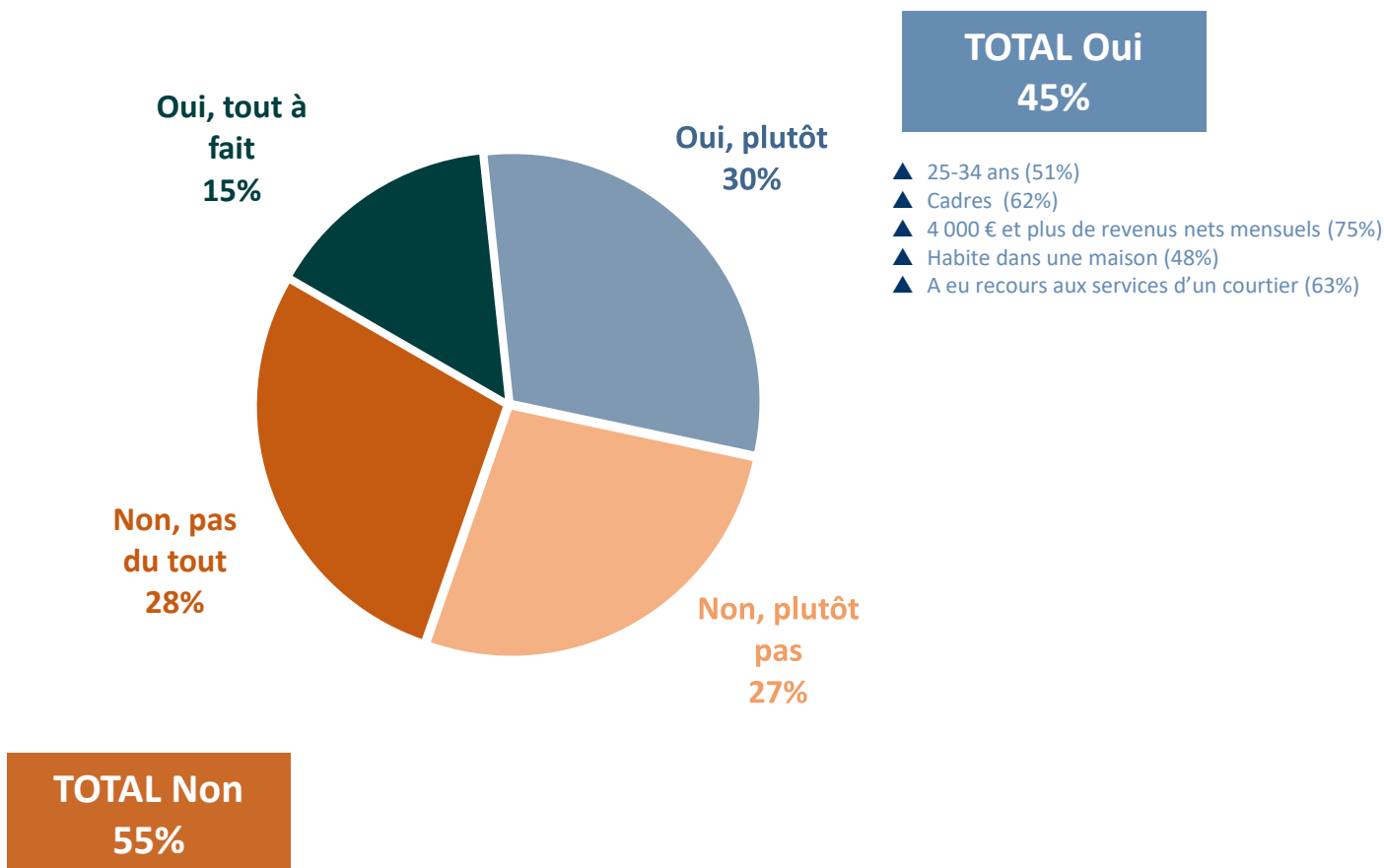


**QUESTION** : Avez-vous l'intention au cours des 5 prochaines années, de devenir propriétaire ... ?

- Récapitulatif : Oui -

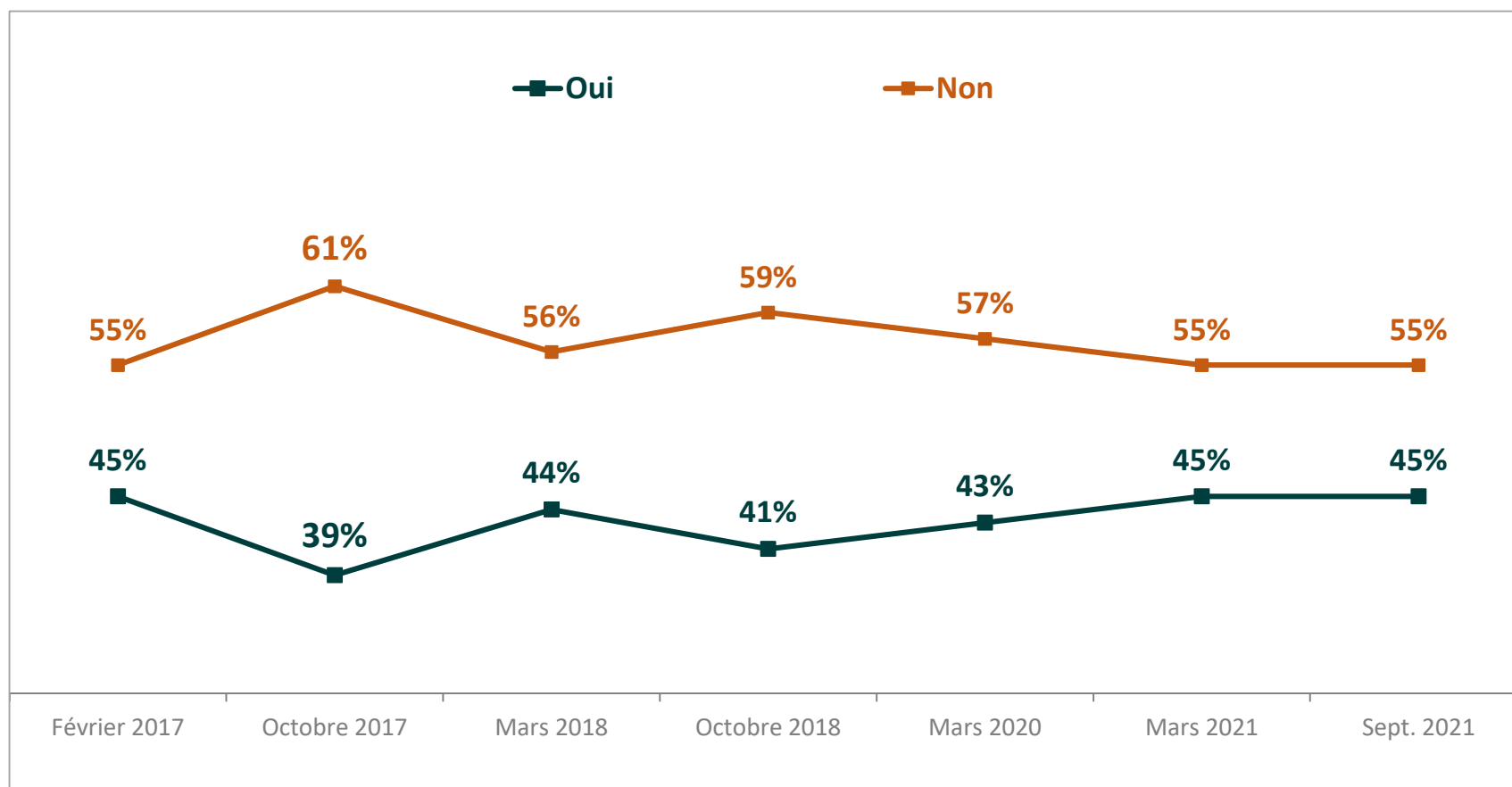


**QUESTION :** Pensez-vous avoir actuellement les moyens financiers suffisants pour acquérir un bien immobilier, que ce soit en finançant vous-même la totalité de cet achat ou en ayant recours à un prêt ?

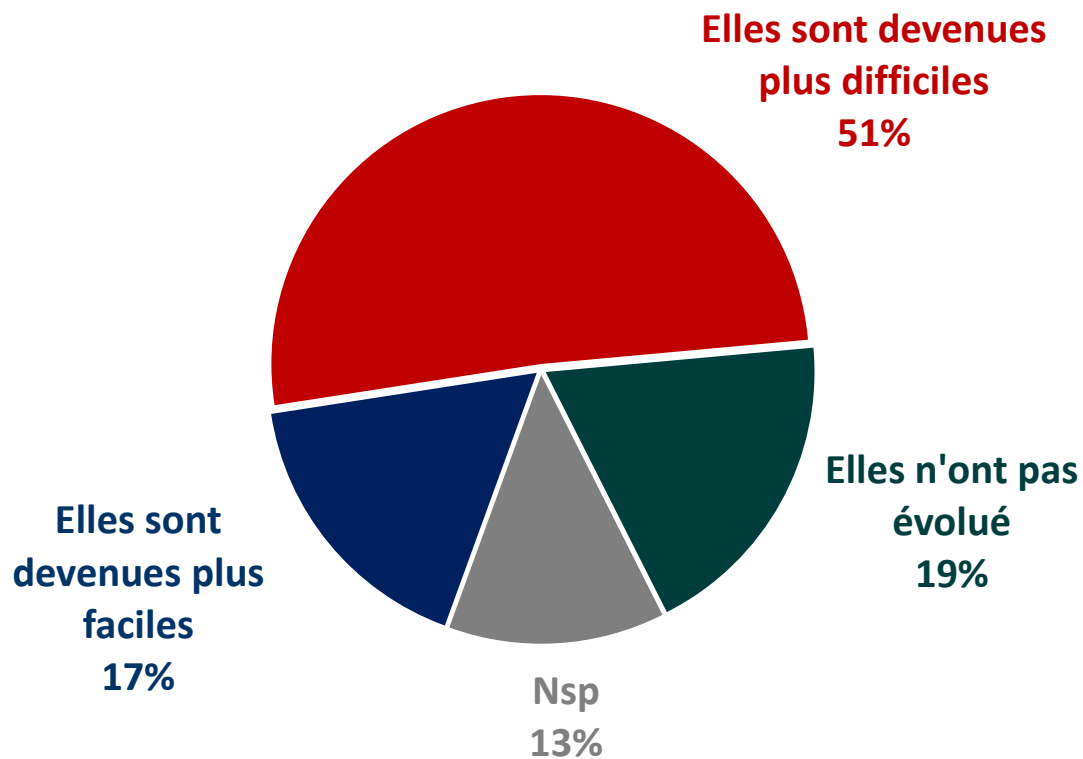


**QUESTION :** Pensez-vous avoir actuellement les moyens financiers suffisants pour acquérir un bien immobilier, que ce soit en finançant vous-même la totalité de cet achat ou en ayant recours à un prêt ?

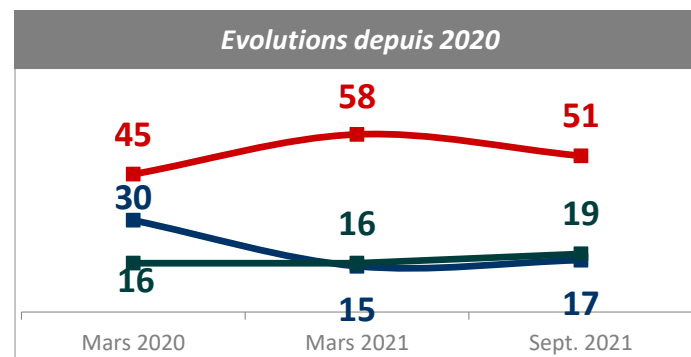
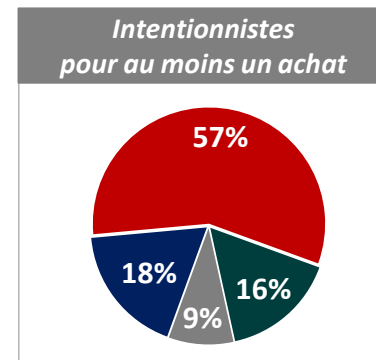
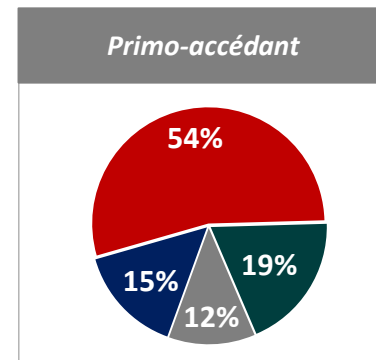
### - Evolutions depuis février 2017 -



**QUESTION :** Dans le cadre d'un achat immobilier, diriez-vous que les conditions d'obtention d'un crédit au cours des dernières années sont devenues plus faciles ou plus difficiles ?

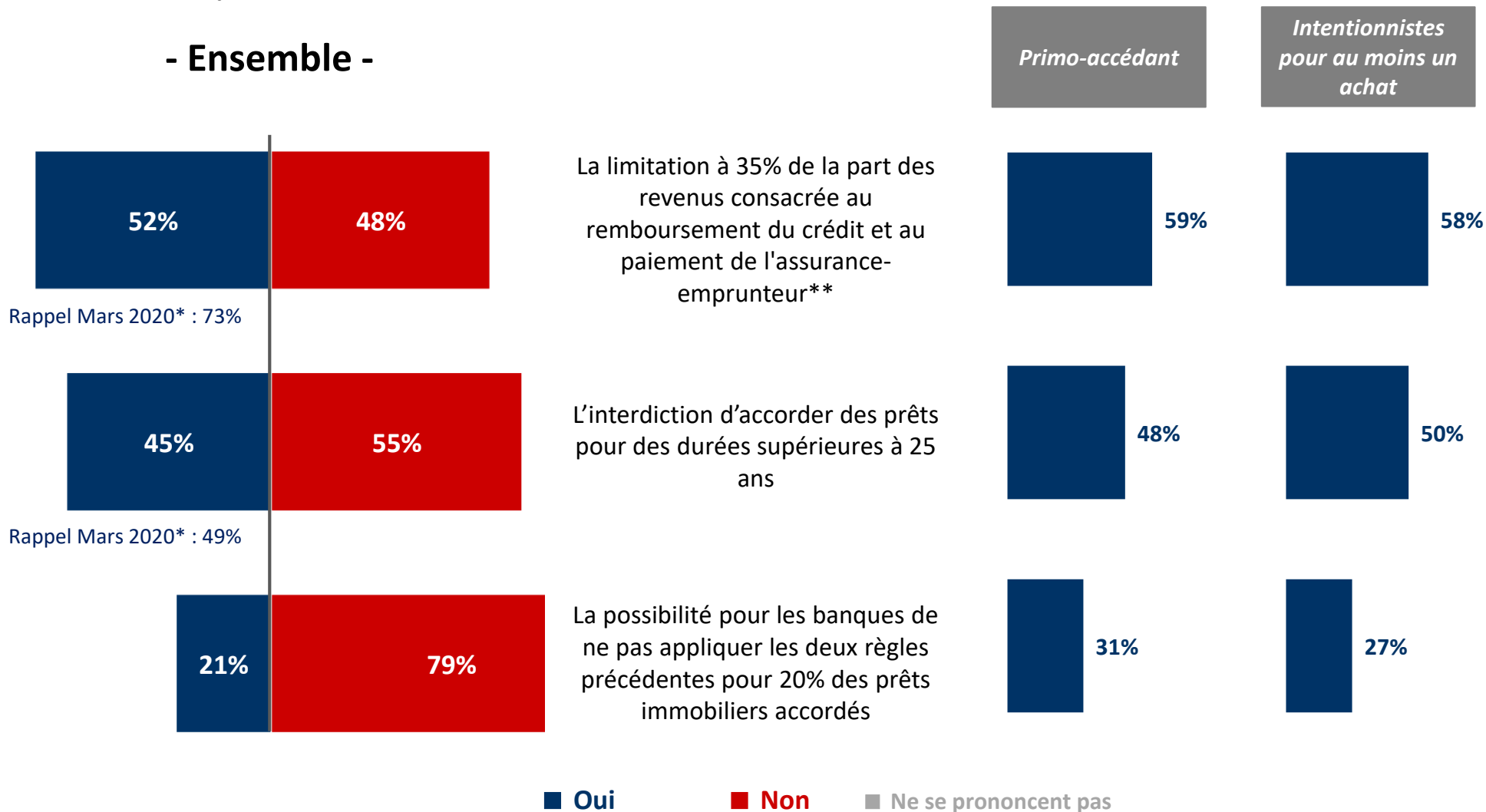


- ▲ 4000 euros et plus de revenus nets mensuels (20%)
- ▲ Propriétaire homme (23%)
- ▲ A eu recours aux services d'un courtier (21%)



**QUESTION :** Le Haut conseil de stabilité financière (HCSF) a récemment annoncé sa décision de rendre obligatoires à partir du 1er janvier 2022 plusieurs mesures, qui étaient jusqu'ici seulement recommandées, concernant les prêts immobiliers. Avez-vous entendu parler des mesures suivantes ?

## - Ensemble -

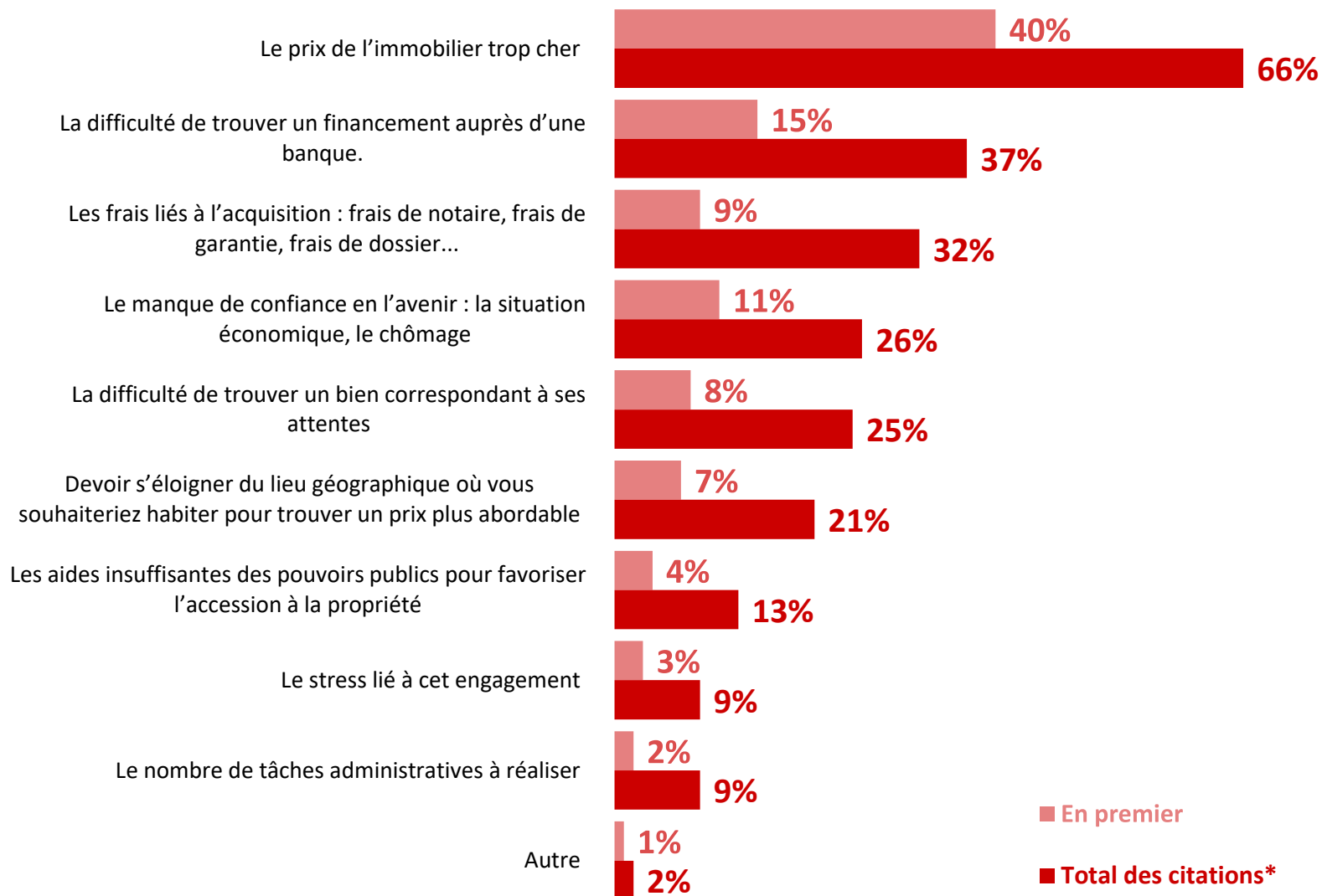


\*En Mars 2020, l'intitulé précis de la question était : « Le Haut conseil de stabilité financière (HCSF) et la Banque de France ont récemment formulé plusieurs recommandations concernant les prêts immobiliers. Avez-vous entendu parler des recommandations suivantes ? »

\*\* En Mars 2020, l'intitulé précis de l'item était : « Le montant des mensualités de remboursement ne doit pas dépasser un tiers des revenus nets de l'emprunteur »



**QUESTION :** En dehors des aspects financiers, quels sont selon vous les trois principaux freins qui empêchent de devenir propriétaire ? En premier ? Et ensuite ?

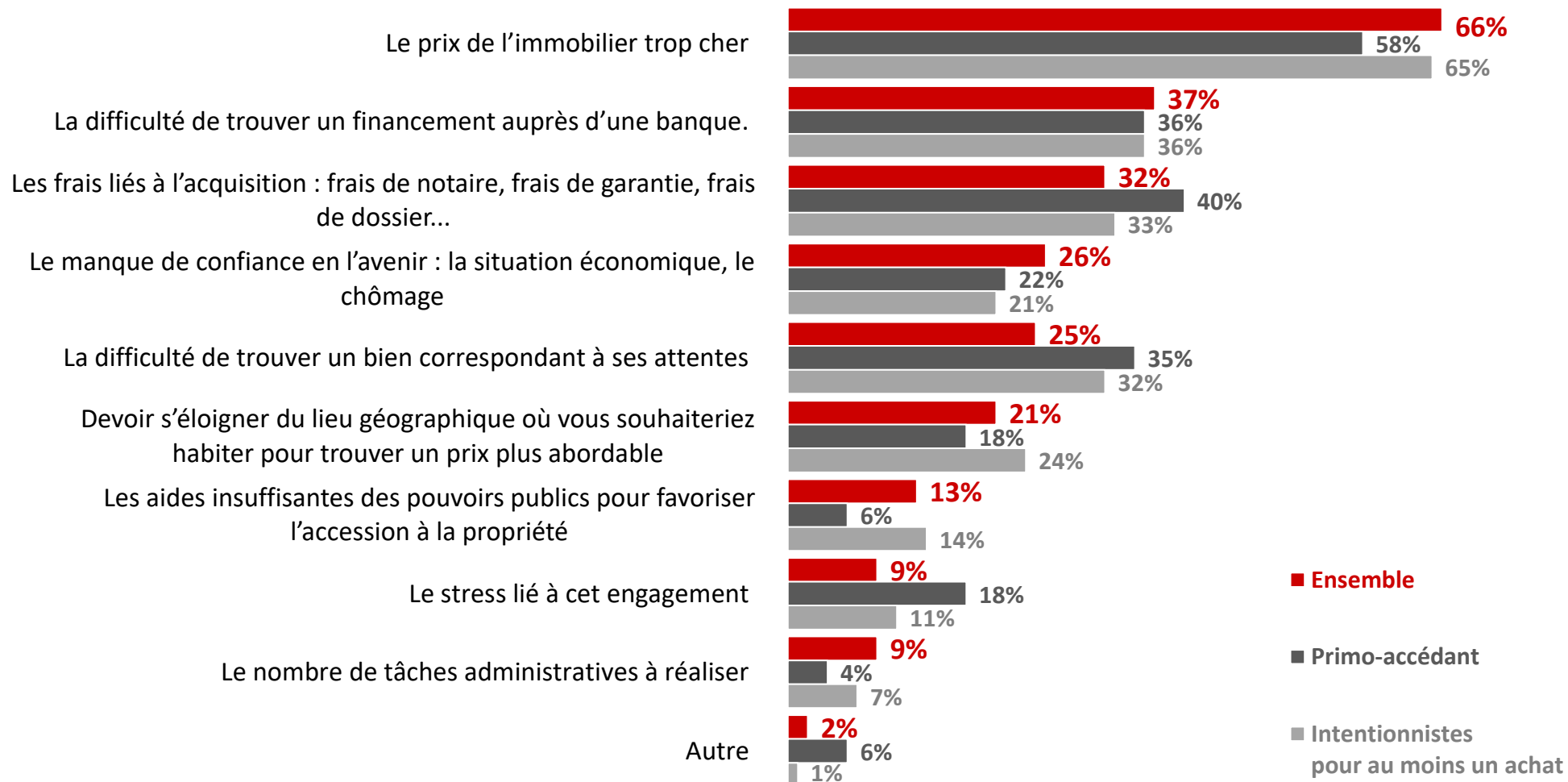


Rappels « Total des citations »			
Jun 2015	Jun 2016	Octobre 2018	Mars 2021
55%	55%	56%	58%
43%	40%	33%	36%
35%	37%	36%	28%
37%	35%	28%	31%
20%	20%	24%	26%
14%	15%	15%	18%
13%	13%	17%	14%
8%	11%	12%	10%
7%	8%	8%	9%
3%	4%	3%	3%

(\*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

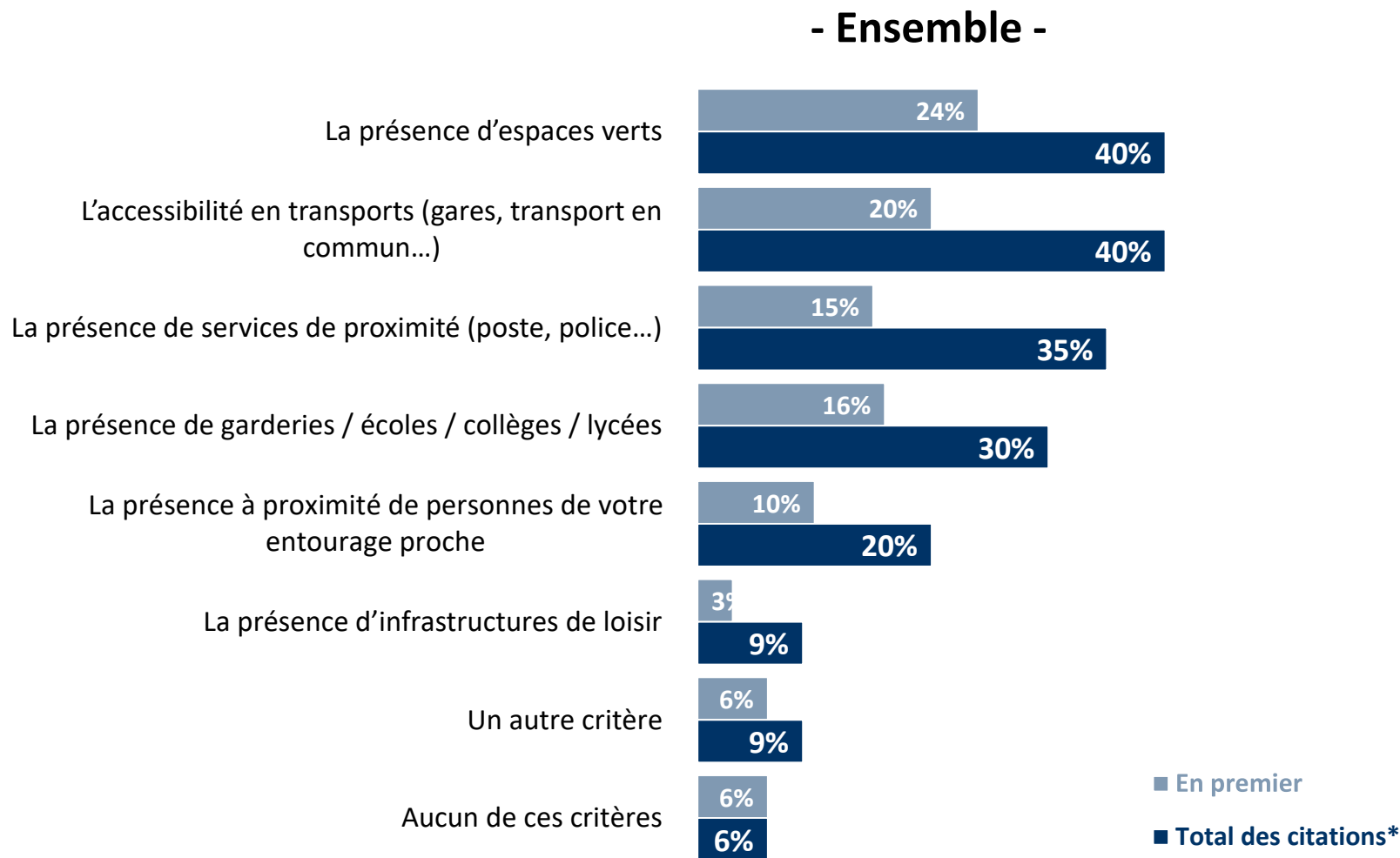
**QUESTION :** En dehors des aspects financiers, quels sont selon vous les trois principaux freins qui empêchent de devenir propriétaire ? En premier ? Et ensuite ?

## - Total des citations -



(\*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

**QUESTION :** Parmi les critères suivants spécifiques à l'environnement extérieur du logement, quel est pour vous le plus important dans le cadre de l'achat d'un logement ? En premier ? Et ensuite ?

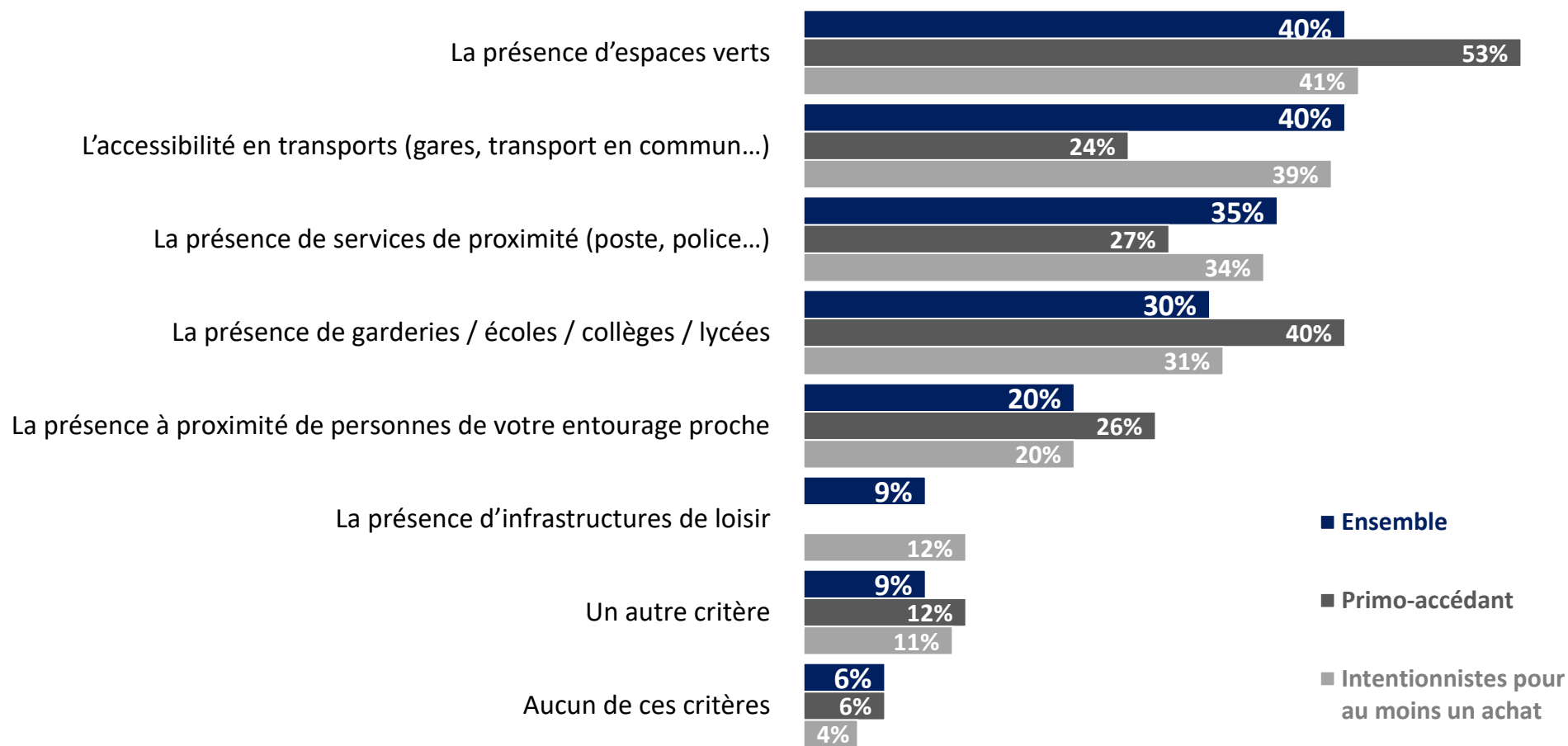


Rappels « Total des citations »	
Mars 2020	
	39%
	46%
	34%
	30%
	19%
	8%
	8%
	9%

(\* ) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

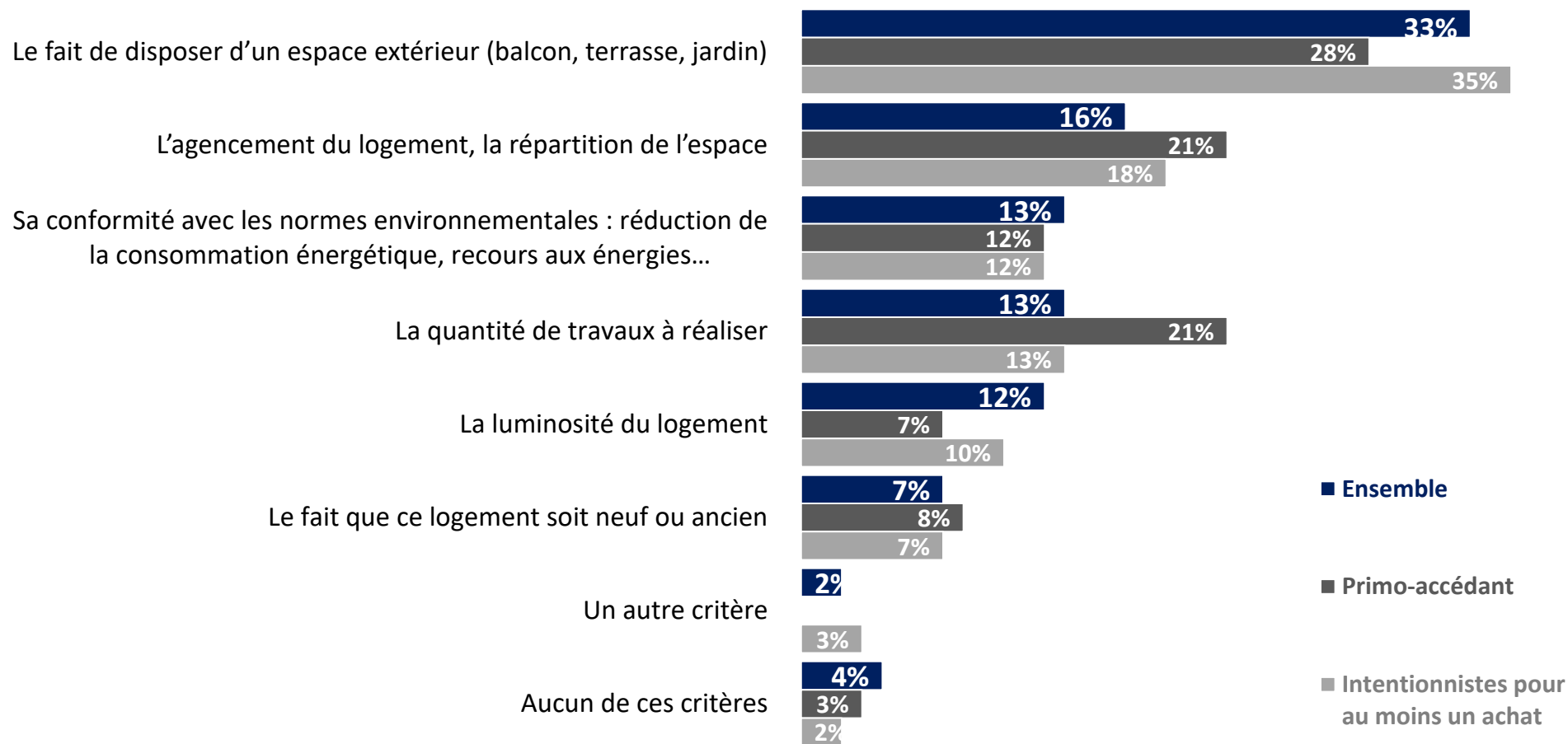
**QUESTION :** Parmi les critères suivants spécifiques à l'environnement extérieur du logement, quel est pour vous le plus important dans le cadre de l'achat d'un logement ? En premier ? Et ensuite ?

## - Total des citations -



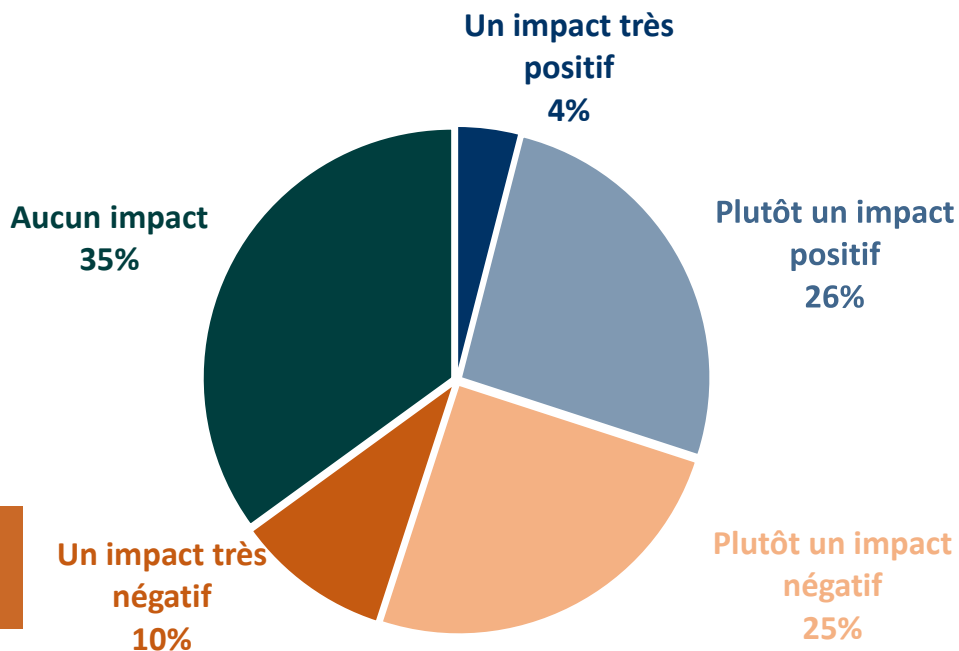
(\*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

**QUESTION :** Et parmi les critères suivants plus spécifiques au logement, quel est pour vous le plus important dans le cadre de l'achat d'un logement ?



# C | La place de l'enjeu du logement lors de la prochaine élection présidentielle

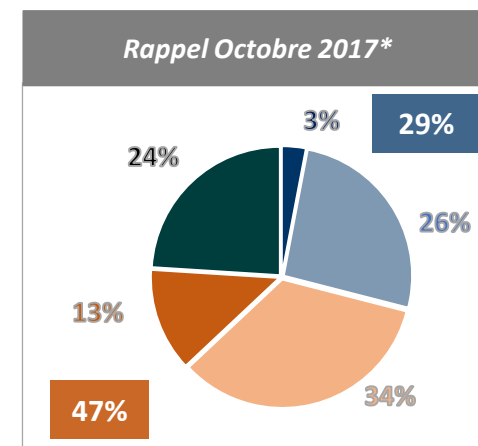
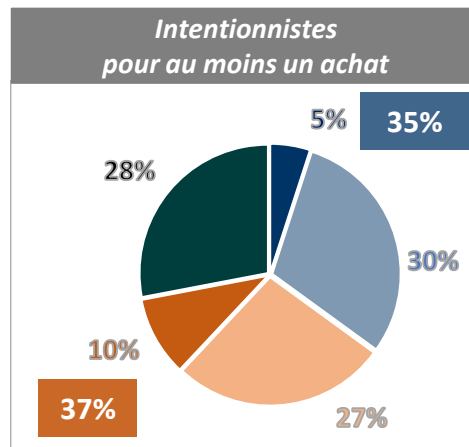
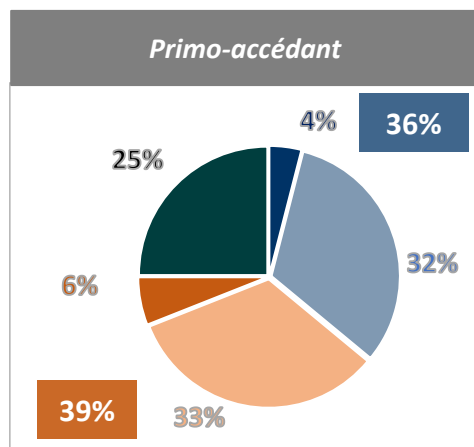
**QUESTION :** Les différentes réformes économiques et fiscales engagées depuis 2017 par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs ont-t-elles eu selon vous un impact positif ou un impact négatif sur l'incitation à acheter un bien immobilier ?



**TOTAL Positif**  
30%

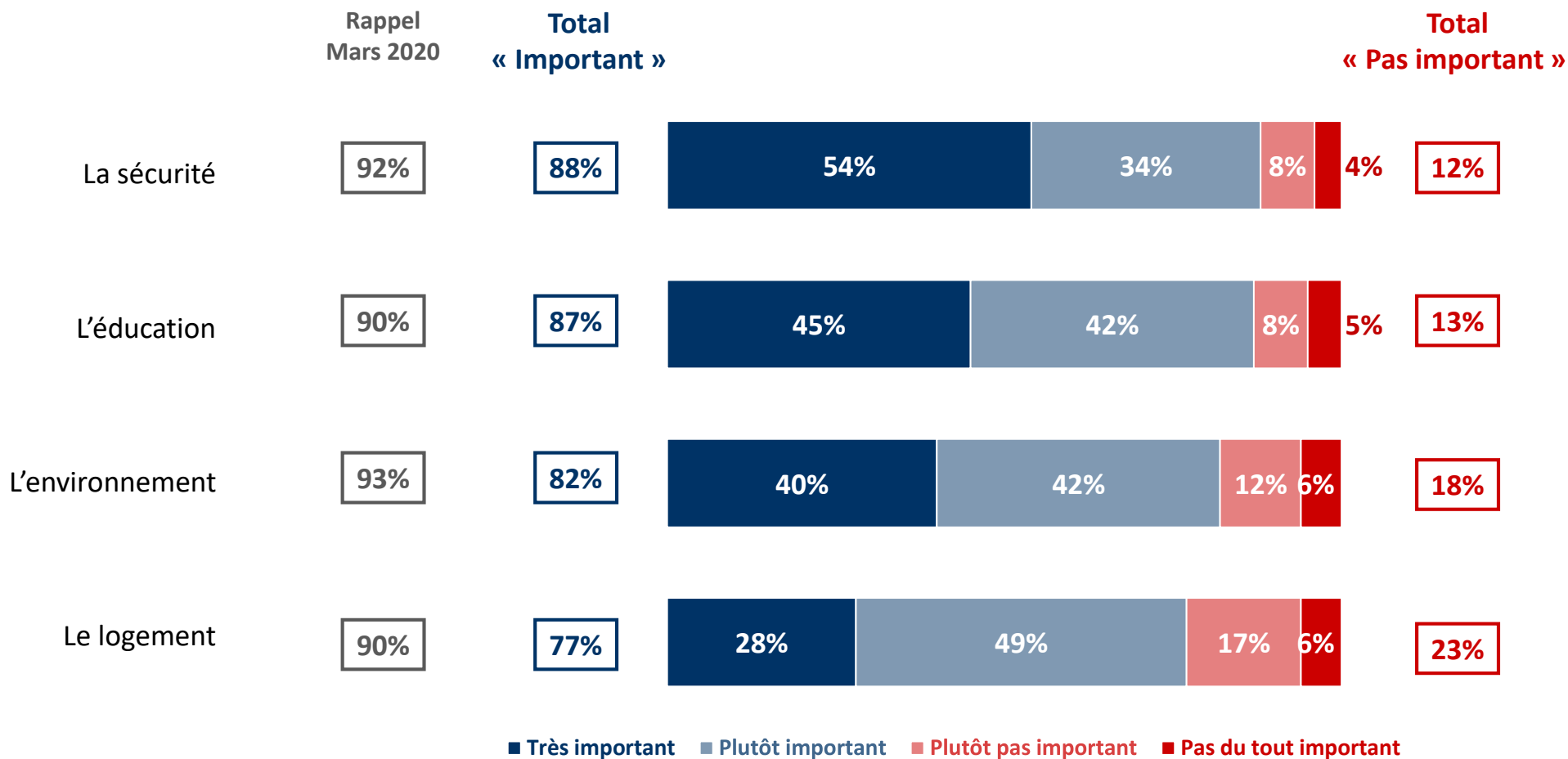
- ▲ Propriétaire homme (35%)
- ▲ A eu recours aux services d'un courtier (38%)

**TOTAL Négatif**  
35%



\*En 2017, l'intitulé précis de la question était : « Les différentes réformes économiques et fiscales engagées par Emmanuel Macron et le gouvernement auront-t-elles selon vous un impact positif ou négatif sur l'incitation à acheter un bien immobilier ? »

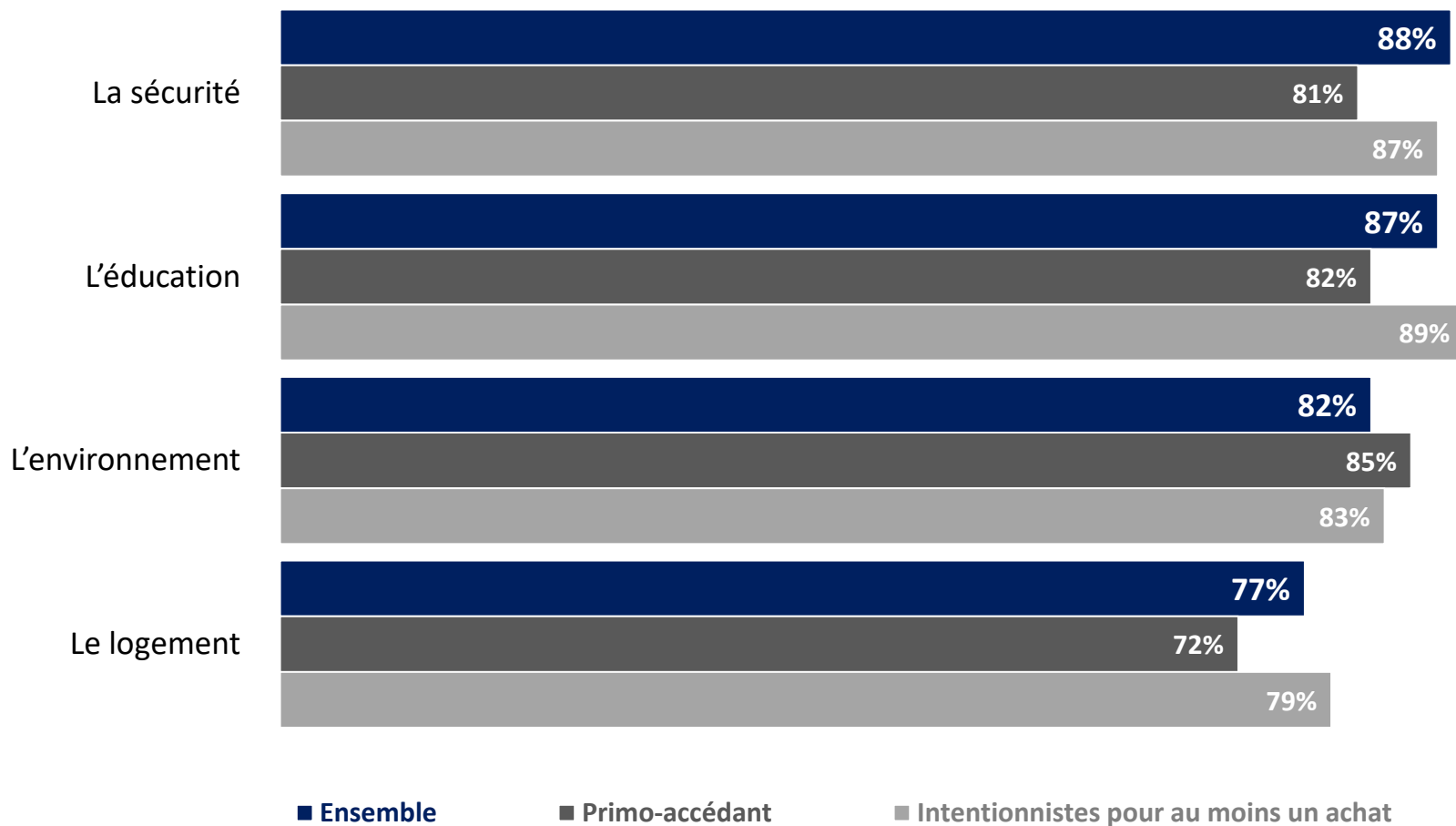
**QUESTION :** Chacun des enjeux suivants joue-t-il un rôle important ou pas important dans votre choix du candidat à l'élection présidentielle de 2022 ?



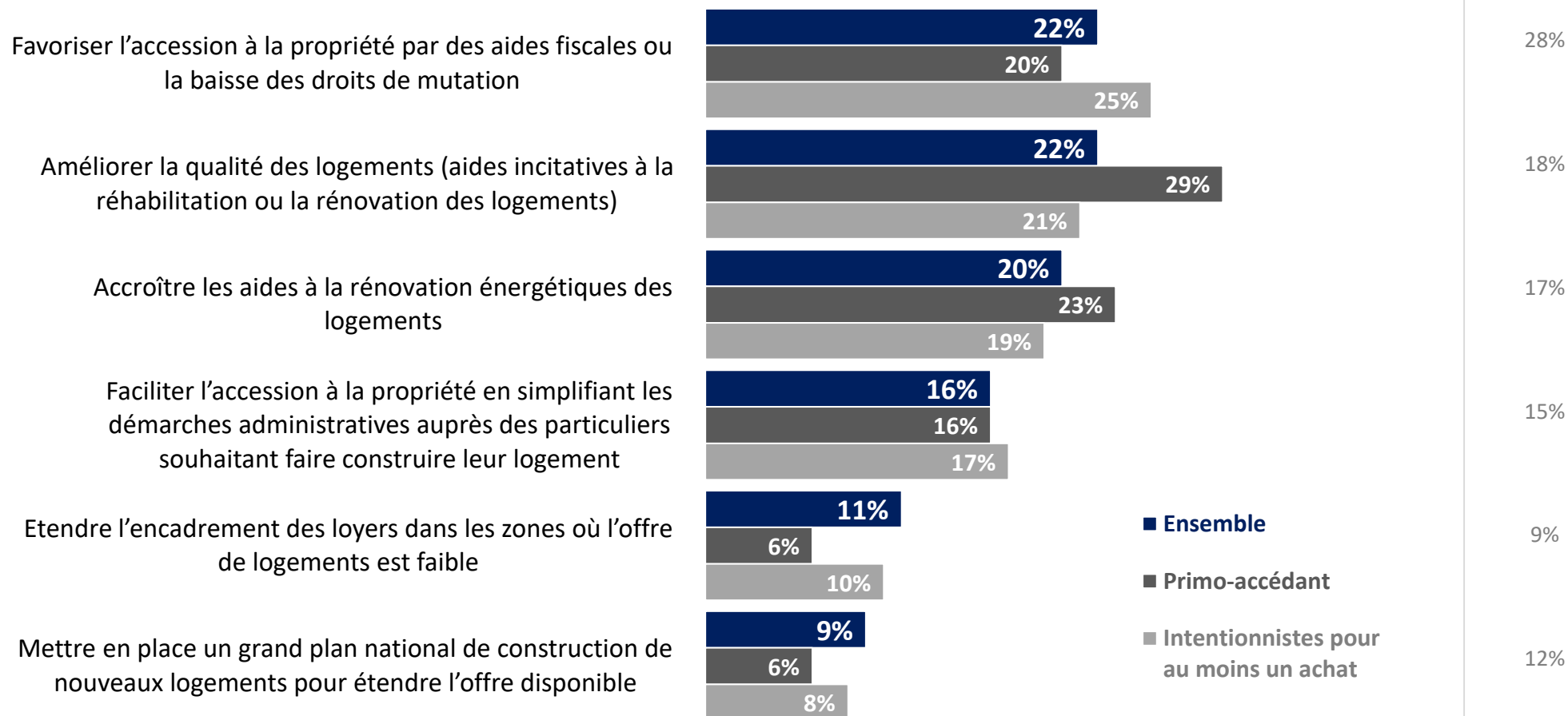


**QUESTION :** Chacun des enjeux suivants joue-t-il un rôle important ou pas important dans votre choix du candidat à l'élection présidentielle de 2022 ?

## - Récapitulatif : TOTAL Important -



**QUESTION :** Parmi les propositions suivantes, quelle devrait être selon vous la priorité du Président de la République élu en 2022 en matière de logement ?



Rappels Octobre 2017*	
	28%
	18%
	17%
	15%
	9%
	12%

\* En 2017, l'intitulé précis de la question était : « Parmi les enjeux suivants, selon vous quelle devrait être la priorité du gouvernement en matière de logement ? »

# 3 | Les grands enseignements

- 1. L'optimisme des 25-65 ans se redresse de façon spectaculaire tant concernant la conjoncture économique que leur propre état d'esprit.**
- 2. Cet optimisme n'a toutefois pour l'instant qu'un impact limité sur les indicateurs d'accession à la propriété : facilité à devenir propriétaire, intention de le devenir, estimation d'avoir les moyens financiers et conditions d'obtention d'un crédit.**
- 3. Dans ce cadre, la cherté de l'immobilier demeure de loin le principal frein identifié pour devenir propriétaire.**
- 4. Dans l'optique de l'achat d'un logement, les enjeux « écologiques » tels que la présence d'espaces verts et le fait de bénéficier d'un espace extérieur ressortent en tête des priorités.**
- 5. Les Français âgés de 25 à 65 ans sont très partagés quant à l'impact des réformes économiques et fiscales engagées depuis 2017 sur l'incitation à acheter un bien immobilier.**
- 6. La sécurité, l'éducation et l'environnement jouent pour l'heure un rôle plus déterminant que le logement dans le choix d'un candidat à l'élection présidentielle de 2022.**

## L'optimisme plus conséquent des Français n'a pour l'instant qu'une influence limitée sur les indicateurs d'accession à la propriété.

Ces indicateurs semblent relativement « décorrélés » de ceux liés à l'optimisme général. Ils étaient en effet demeurés relativement stables pendant la crise sanitaire alors que le moral tendait parallèlement à se dégrader. L'attachement à la pierre semble donc relativement protégé d'aléas conjoncturels.

Ainsi, dans le détail,

- **La facilité perçue à devenir propriétaire ne demeure partagée que par une minorité d'interviewés (38%, +3) et ne retrouve pas son niveau de mars 2020, avant le début de la crise sanitaire (42%).** Dans le détail, la facilité perçue à devenir propriétaire augmente logiquement avec le niveau de revenus. Elle atteint également 47% chez les primo accédants (+9 pts vs la moyenne).
- **L'intention de devenir propriétaire au cours des 5 prochaines années concerne toujours près de la moitié des 25-65 ans, 44% d'entre eux (score stable) l'envisageant.** Cette intention moyenne demeure un phénomène de masse auprès des jeunes, près des 2/3 des 25-34 ans l'envisageant (65%, +21 pts vs la moyenne). A un degré moindre, elle est également élevée auprès de certaines catégories de population : les CSP+ (55%), les foyers avec enfant (52%), les personnes ayant déjà eu recours aux services d'un courtier en prêt immobiliers (56%) et ceux dont l'état d'esprit est meilleur depuis un an (57%). Plus précisément, 32% des interviewés envisagent d'acquérir une résidence principale au cours des 5 prochaines années (-2 pts), 8% une résidence secondaire (-1 point) et 16% un bien locatif (+2 pts).
- **L'estimation d'avoir les moyens financiers pour devenir propriétaire demeure minoritaire 45% (stable) et plafonne à cet étiage depuis 2017.** Outre les cadres (62%), les plus jeunes (25-34 ans) sont majoritaires (51%) à partager ce constat, signe de leur motivation pour accéder à la propriété dans la mesure où, dans les faits, leur patrimoine est plus faible que celui de leurs aînés. Ce sentiment d'avoir les moyens financiers varie aussi nettement selon le statut d'occupation du logement et fait ressortir une fracture financière entre les propriétaires (56% estimant avoir les moyens financiers dont 70% des primo accédant) et les locataires (29%). Un écart de perception conséquent est également observé entre ceux qui habitent dans une maison (48%) et ceux qui vivent en appartement (39%). Enfin, signe de l'efficacité de ce service, 63% des personnes qui ont déjà eu recours aux services d'un courtier en prêts immobiliers déclarent avoir les moyens suffisants.
- **Une majorité d'interviewés (51%) estime que les conditions d'obtention d'un crédit sont devenues plus difficiles au cours des dernières années.** Cette proportion atteint 55% chez les 25-34 ans et 54% auprès des primo accédant. Même si ce ressenti s'inscrit à la baisse (-7 pts vs mars 2021), il ne retrouve pas son niveau minoritaire de mars 2020 (45%).

**Les mesures du HCSF et de la Banque de France rendues obligatoires à partir de janvier 2022 concernant les prêts immobiliers, sont moins connues que celles testées en mars 2020.**

L'interdiction d'accorder des prêts pour des durées supérieures à 25 ans est connue par 45% des 25-65 ans, tandis que cette mesure, seulement recommandée en Mars 2020, était connue par 49% d'entre eux, soit une baisse de 4 points. D'une manière encore plus conséquente, si 52% ont entendu parler de la limitation à 35% de la part des revenus consacrés au remboursement du crédit et au paiement de l'assurance-emprunteur, la recommandation qui consistait en Mars 2020 à ce que le montant des mensualités de remboursement ne dépasse pas un tiers des revenus nets de l'emprunteur était connu par 73%, soit une chute considérable de 21 points. En parallèle, 21% des interviewés ont entendu parler du fait que les banques avaient la possibilité, pour 20% des prêts accordés, de déroger aux deux règles évoquées précédemment.

Une piste d'explication de cette moindre connaissance peut résider dans le fait que ces différentes mesures ayant déjà été appliquées par les banques au titre de simples recommandations depuis mars 2020, l'effet de nouveauté est moins fort. Ces mesures peuvent donc susciter moins d'intérêt malgré leur caractère plus contraignant.

**Dans le détail, et de manière assez logique, ces mesures sont davantage présentes à l'esprit des catégories de population les plus concernées : les primo-accédants et les intentionnistes d'achat d'un bien immobilier** : respectivement 48% et 50% pour l'interdiction d'accorder des prêts pour des durées supérieures à 25 ans contre 45% en moyenne ; 59% et 58% contre 52% au sujet de la limitation à 35% de la part de revenus consacrés au remboursement de ce prêt. La dernière mesure est quant à elle mieux connue des primo-accédants (+10 points vs global, contre seulement +4 chez les intentionnistes).

### La cherté de l'immobilier demeure de loin le principal frein identifié pour devenir propriétaire.

Le prix de l'immobilier est en effet mis en avant par 66% des interviewés au total et continue à creuser l'écart par rapport aux autres dimensions (+8 points vs mars 2021) et 40% le citent en premier. Loin derrière, la difficulté à trouver un financement auprès d'une banque est quant à elle citée en premier à hauteur de 15%, et 37% au total. En parallèle, le manque de confiance en l'avenir, cité par 26% des répondants au total enregistre une baisse de 5 pts par rapport à mars 2021, confirmation d'un regain d'optimisme concernant la situation économique actuelle, notamment portée par le sentiment que le pire de la crise est derrière nous et que la situation s'améliore progressivement. **En contrepartie, les frais liés à l'acquisition d'un bien constituent de nouveau le troisième frein principal pour 32% des interviewés au total** (9% les citent en premier), soit +4 points par rapport à mars 2021. Ce score tend à se rapprocher des taux observés en Octobre 2018 (36%).

De façon moins prononcée, la difficulté de trouver un bien correspondant à ses attentes et le fait de devoir s'éloigner du lieu géographique où l'on habite pour trouver un prix plus abordable sont respectivement cités par 25% et 21% des répondants. Enfin, les autres dimensions liées aux aides insuffisantes des pouvoirs publics, le stress lié à cet engagement ou encore le nombre de tâches administratives à réaliser sont quant à eux cités par moins de 20% des répondants.

Dans le détail, les primo-accédants, souvent plus jeunes, se sentent davantage concernés par les freins que constituent les frais liés à l'acquisition d'un bien (40%, +8 points vs global) et par la difficulté à trouver un bien correspondant à leurs attentes (35%, +10 points). De leur côté, l'ensemble des propriétaires – plus âgés en moyenne – apparaissent davantage préoccupés par leur manque de confiance en l'avenir (29%, +3 pts vs la moyenne des interviewés et +7 points vs les primo-accédants) et, en raison d'une propension moindre à la mobilité que chez les plus jeunes générations, par le fait de devoir s'éloigner du lieu géographique où ils habitent (23%, +2 pts vs la moyenne +5 points vs les primo-accédants).

**Dans le cadre de l'achat d'un logement, les enjeux « écologiques » tels que la présence d'espaces verts et le fait de bénéficier d'un espace extérieur ressortent en tête des priorités.**

Concernant l'environnement extérieur, la présence d'espaces verts arrive pour la première fois en tête des préoccupations, citée par 40% des interviewés (+1 point) à égalité avec l'accessibilité en transport. **Cette dernière dimension enregistre en effet une baisse significative par rapport à mars 2020 (-6 points).** Cette baisse pourrait s'expliquer par le fait que les cadres actifs sont parmi les plus enclines à avoir réduit leurs déplacements depuis mars 2020, en raison de la crise sanitaire et du recours massif au télétravail. Ainsi, bien que 28% des cadres continuent à considérer l'accessibilité en transport comme un des critères les plus importants (+10 pts vs moyenne), ils étaient 38% à partager ce constat en mars 2020, soit une baisse 10 points. Inversement, ce critère d'accessibilité en transport est particulièrement prégnant auprès des personnes âgées de 50 ans à 65 ans (cité en premier par 26% contre 20% au global).

La présence de service de proximité comme de garderie, d'écoles, de collèges ou lycées demeurent citée par plus de 3 répondants sur 10 au total. A un degré moindre, la présence de personnes de son entourage proche et mise en avant par 20% des répondants et la présence d'infrastructures de loisirs par 9%.

**Dans le détail, les thématiques relevant d'un cadre de vie « proche » tels que la présence d'espaces verts et la présence de garderies, d'écoles, de collèges ou lycées sont les plus prisées par les primo-accédants, plus jeunes (53% vs 40% au global pour la présence d'espaces verts, 40% vs 30% pour la présence des infrastructures scolaires), tandis que les intentionnistes d'achat s'attachent davantage à la présence de transports (39% contre seulement 24% chez les primo-accédants).**

**S'agissant des critères plus spécifiques au logement, en écho avec la préoccupation quant à la présence d'espaces verts, le fait de pouvoir disposer d'un espace extérieur (bacon, terrasse, jardin) ressort en première position avec 33% de citations.** Loin derrière, l'agencement intérieur du logement arrive en second avec 16% des citations suivi par la conformité avec les normes environnementales, la quantité de travaux à réaliser (13% dans les deux cas), la luminosité du logement (12%) et, de façon plus marginale, le caractère neuf ou ancien du logement (7%).

Dans le détail, les intentionnistes accordent davantage d'importance au fait d'acquérir un bien disposant d'un espace extérieur comparativement aux primo-accédants (35% vs 28%). A l'inverse, les primo-accédants accordent davantage d'importance à l'agencement du logement (21% vs 18% chez les intentionnistes) et à la quantité de travaux à réaliser (21% contre seulement 13% chez les intentionnistes).



**Les Français âgés de 25 à 65 ans ont un avis très partagé quant à l'impact des réformes économiques et fiscales engagées depuis 2017 sur l'incitation à acheter un bien immobilier.**

L'échantillon est en effet partagé en 3 parties homogènes entre ceux (30%) jugeant positivement l'impact de ces réformes, ceux (35%) considérant qu'elles ont un impact négatif (dont 10% très négatif) et ceux (35%) soulignant qu'elles n'ont aucun impact sur l'incitation à l'achat d'un bien. Par rapport à octobre 2017, le taux d'impact positif demeure stable. On enregistre en revanche une baisse de 12 points auprès de ceux qui jugeaient les réformes engagées comme ayant un impact négatif, tandis que le fait que ces réformes n'aient « aucun impact » d'après les Français enregistre une hausse de 11 points.

Les primo-accédants, eux, expriment un avis plus tranché. Ils se positionnent en effet davantage positivement ou négativement vis-à-vis de ces mesures. Ils sont ainsi 36% à estimer qu'elles ont un impact positif (+6 points vs global), et 39% un impact négatif (+4 points), tandis que 25% seulement jugent qu'elles n'ont aucun impact (-10 points). Les intentionnistes d'achat d'un bien immobilier s'inscrivent dans cette tendance, se positionnent eux aussi davantage de manière positive (35%) ou négative (37%) vis-à-vis de ces réformes que de façon neutre (28%).

**Dans le détail et, de façon logique compte tenu du caractère politique de cette question, la proximité partisane des répondants renforce le clivage sur leur positionnement à l'égard de ces réformes.** De fait, seuls 21% des sympathisants du RN, 33% des sympathisants de gauche et 34% de ceux de droite émettent un avis positif sur ces réformes quand les sympathisants de la majorité présidentielle sont 58% à les cautionner. Enfin, les interviewés sans sympathie partisane sont les plus nombreux à considérer que ces réformes n'ont aucun impact (43%, +8 points vs global).

## **La sécurité, l'éducation et l'environnement jouent pour l'heure un rôle plus déterminant que le logement dans le choix d'un candidat à l'élection présidentielle de 2022.**

88% des interviewés considèrent la sécurité comme un enjeu important (dont 54% « très important »), susceptible d'influencer le choix de son candidat à l'élection présidentielle. Dans le même étiage, 87% font ce constat pour l'éducation (dont 45% la jugeant « très importante ») et 82% pour l'environnement (dont 40% estimant cet enjeu « très important »). Un peu distancé, le logement n'est mis en avant « que » par 77% des interviewés alors que seuls 28% estiment cette préoccupation « très importante ».

**Posée en mars 2020 dans le cadre des élections municipales où les priorités locales prennent par nature plus d'importance que les enjeux régaliens, la hiérarchie de ces 4 préoccupations diffère quelque peu en cette précampagne présidentielle.** Ainsi, alors que l'environnement ressortait comme le thème le plus important pour 93% des 25-65 ans, il ressort actuellement en troisième position et enregistre une baisse de 11 points même s'il demeure massivement cité dans l'absolu (82%). Le logement enregistre lui aussi une baisse conséquente de 13 points et se classe en dernière position, davantage distancé que lors des municipales par les 2 enjeux régaliens par excellence que sont la sécurité et l'éducation.

Dans le détail, les intentionnistes sont plus porteurs de l'enjeu du logement (79%) que les primo-accédants (72%). A l'inverse, les primo-accédants sont plus nombreux à valoriser l'environnement (85% vs 82% au global).

**Là encore, la proximité politique joue un rôle non-négligeable dans la hiérarchisation de ces différents thèmes :** l'enjeu de sécurité est davantage porté par les sympathisants de la droite et du Rassemblement National, l'éducation par les sympathisants de gauche et de la majorité présidentielle, l'environnement et le logement par les sympathisants de gauche.

**Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022, l'amélioration de la qualité des logements et les aides aux rénovations énergétiques gagnent du terrain par rapport aux mesures fiscales d'accession à la propriété.**

**3 propositions** ressortent en tête parmi les mesures prioritaires en matière de logement que devrait prendre le Président élu en 2022 : **favoriser l'accession à la propriété par des aides fiscales ou la baisse des droits de mutation (citée par 22% des interviewés), améliorer la qualité des logements (via notamment des aides incitatives) et accroître les aides à la rénovation énergétique des logements (20%)**. Dans une moindre mesure ressortent la simplification des démarches administratives pour accéder à la propriété (16%), l'extension de l'encadrement des loyers dans les zones où l'offre de logements est faible (11%) et la mise en place d'un grand plan national de construction de nouveaux logements (9%).

**En dynamique, alors que l'accès à la propriété via l'incitation fiscale, enregistre une baisse de 6 points par rapport à octobre 2017, les mesures relatives à l'amélioration de la qualité des logements et à leur rénovation énergétique suscitent plus d'intérêt avec des hausses respectives de 4 et 3 points.** Ceci peut alors s'expliquer par une meilleure prise en considération par l'ensemble des Français de l'impact croissant des normes environnementales sur le devenir des projets d'achat. **Ce constat s'avère d'autant plus prégnant chez les primo-accédants, pour qui l'amélioration de la qualité des logements grâce à des aides incitatives à la réhabilitation ou la rénovation des logements constitue la mesure prioritaire devant toutes les autres (29% vs 22% au global).** Les intentionnistes sont quant à eux davantage concentrés sur les mesures susceptibles de concrétiser leur projet d'achat grâce à des aides fiscales (25% vs seulement 20% chez les primo-accédants).